

Successeur et détenteur des minutes des Maîtres Robert, Guy et Evelyne GUATEL

Sandra GERMAIN-PORSAN-CLÉMENTÉ Notaire

Kelly RENÉ-CORAIL-GERMAIN Notaire

INSERTION POUR PUBLICATION CONFORMEMENT A LA LOI N°2018-1244 du 27 décembre 2018 et DECRET n°2020-1324 du 30 octobre 2020

Extrait d'un projet de vente

Il a été reçu le 01 aout 2025 un acte contenant promesse d'achat par Maître Sandra GERMAIN PORSAN-CLEMENTE, Notaire membre de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « Sandra GERMAIN – PORSAN-CLÉMENTÉ », titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à FORT-DE-FRANCE (Martinique), 10 Avenue Louis Domergue, Domaine de Montgéralde

• INDIVISAIRE À L'INITIATIVE DU PROJET DE VENTE ET LEUR QUOTE-PART DANS L'INDIVISION

1/Monsieur Guy Hugues MARTIAL, technicien climatisation, époux de Madame Léone Heiariki TEUIRA, demeurant à EVREUX (27000) 11 rue Jacques Anquetil. NÉ à DAKAR (SENEGAL) Le 22 juillet 1963.

PROPRIÉTAIRE À CONCURRENCE DE 624 / 56 784 èmes en nue-propriété

2/MADAME CHRISTELLE MARTIAL, INFIRMIÈRE, ÉPOUSE DE MONSIEUR CHRISTOPHE MAURICE CHRISTIAN GUERIN, DEMEURANT À DONGES (44480) 19 RUE LAËNNEC.

NÉE À AGEN (47000) LE 21 OCTOBRE 1964.

PROPRIÉTAIRE À CONCURRENCE DE 624 / 56 784 èmes en nue-propriété

3/MONSIEUR PASCAL EMMANUEL MARTIAL, SANS PROFESSION, DEMEURANT À PERPIGNAN (66000) ESPACE SOLIDAIRE, CROIX ROUGE FRANÇAISE AVENUE DU DR JEAN-LOUIS TORREILLES.

NÉ À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) LE 6 NOVEMBRE 1965.

CÉLIBATAIRE.

PROPRIÉTAIRE À CONCURRENCE DE 624 / 56 784ÈMES EN NUE-PROPRIÉTÉ

4/MADAME FRANCE RENÉE MARTIAL, ESTHÉTICIENNE, DEMEURANT À DUCOS (97224) RÉSIDENCE LA SOURCE, APT 57, BÂTIMENT C.

NÉE À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) LE 18 FÉVRIER 1967.

CÉLIBATAIRE.

PROPRIÉTAIRE À CONCURRENCE DE 624 / 56 784ÈMES EN NUE-PROPRIÉTÉ

5/Monsieur Olivier Raymond MARTIAL, MANUTENTIONNAIRE, DEMEURANT À BONNIERES-SUR-SEINE (78270) 5 RUE LÉON GAMBETTA.

NÉ À FREJUS (83600) LE 7 AOÛT 1968.

CÉLIBATAIRE.

PROPRIÉTAIRE À CONCURRENCE DE 624 / 56 784 èmes en nue-propriété

6/Monsieur Marc Gilles MARTIAL, chauffeur, demeurant à GAILLON (27600) 48 boulevard de la Verte Bonne.



Ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00 sauf le mercredi de 8h00 à 13h00 - Réception sur rendezvous - 05.96.75.28.00

NÉ À NICE (06000) LE 1ER SEPTEMBRE 1969.

CÉLIBATAIRE.

Propriétaire à concurrence de 624 / 56 784èmes en nue-propriété

7/MADAME CHANTAL MARTIAL, CONSEILLÈRE EN INSERTION PROFESSIONNELLE, ÉPOUSE DE MONSIEUR ABDELKADER FOUED AOUMEUR, DEMEURANT À MANTES-LA-JOLIE (78200) 4 RUELLE SAINT BONAVENTURE.

NÉE À VERSAILLES (78000) LE 12 MAI 1973.

Propriétaire à concurrence de 624 / 56 784èmes en nue-propriété

8/MADAME NORBERTINE HUGUETTE MARTIAL, RETRAITÉE, ÉPOUSE DE MONSIEUR PAUL GUY CEZETTE, DEMEURANT À NEAUPHLETTE (78980) 1 RÉSIDENCE LA COMMANDERIE. NÉE À LE MORNE-ROUGE (97260) LE 11 JUILLET 1935.

9/MADAME ALBERT LILIANE JULIE MARTIAL, RETRAITÉE, ÉPOUSE DE MONSIEUR GABIN JEAN DESCIEUX, DEMEURANT À MELUN (77000) 58 RUE DE L'ECLUSE, BÂTIMENT A2.

NÉE À SAINT-PIERRE (97250) LE 8 AVRIL 1938.

PROPRIÉTAIRE À CONCURRENCE DE 4 368 / 56 784 èmes en Pleine PROPRIÉTÉ

10/Monsieur Jocelyn Calixte MARTIAL, EMPLOYÉ DE MAIRIE, ÉPOUX DE MADAME KHEIRA SALEM, DEMEURANT À ALISSAS (07210) 1115 GRAND RUE.

NÉ À FORT-DE-FRANCE (97200) LE 14 OCTOBRE 1968.

Propriétaire à concurrence de 546 / 56 784èmes en nue-propriété

11/MADAME CHRISTIANE MARTHE BRIVAL, RETRAITÉE, DEMEURANT À SOLERS (77111) 29 BIS RUE DE BARNEAU.

NÉE À SAINT-PIERRE (97250), LE 30 JANVIER 1945.

VEUVE DE MONSIEUR CHRISTIAN MARIUS MARTIAL ET NON REMARIÉE.

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en usufruit

12/Monsieur Christophe Emmanuel MARTIAL, Sans profession, demeurant à SOLERS (77111) 29 Bis rue Barneau.

NÉ À VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (94190) LE 8 JANVIER 1975.

CÉLIBATAIRE.

Propriétaire à concurrence de 1274 / 56 784èmes en nue-propriété

13/Monsieur Xavier Rodolphe Marina MARTIAL, gérant de magasin, demeurant à SOLERS (77111) 29 Bis rue de Barneau.

NÉ À SÁINT-PIERRE (97250) LE 20 JUILLET 1970.

CÉLIBATAIRE.

Propriétaire à concurrence de 1274 / 56 784èmes en nue-propriété

14/MADAME MICHELLE MARIE MARGUERITE JOSETTE BOULAND, RETRAITÉE, DEMEURANT À MATOURY (97351) PK10 ROUTE NATIONALE 2 PORTE 3319 A.

NÉE À COSMES (53230), LE 11 AOÛT 1944.

VEUVE DE MONSIEUR VALENTIN JOSÉ MARTIAL ET NON REMARIÉE.

Propriétaire à concurrence de 1274 / 56 784èmes en nue-propriété

15/MADAME MARIE-JOSÉ SIMONE MARTIAL, COMMERCIALE, DEMEURANT À PONTAULT-COMBAULT (77340) 2 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE.

NÉE À FORT-DE-FRANCE (97200) LE 28 OCTOBRE 1969.

DIVORCÉE DE MONSIEUR THIERRY FRANÇOIS JOUANELLE SUIVANT JUGEMENT RENDU PAR LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MEAUX (77100) LE 25 JUILLET 1998, ET NON REMARIÉE.

Propriétaire à concurrence de 1 638 / 56 784èmes en pleine propriété



Ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00 sauf le mercredi de 8h00 à 13h00 - Réception sur rendez-vous - 05.96.75.28.00

16/MADAME VIOLAINE ODETTE MARIE MARTIAL, ASSISTANTE ADMINISTRATIVE, DEMEURANT À MATOURY (97351) PK10 - PORTE 3319 A ROUTE NATIONALE 2.

NÉE À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) LE 20 OCTOBRE 1983.

CÉLIBATAIRE.

Propriétaire à concurrence de 1 638 / 56 784èmes en pleine propriété

17/MADAME ISABELLE NUMERIC, CONSEILLÈRE EN PHARMACIE, DEMEURANT À BAIE MAHAULT (97122) 11 RÉSIDENCE MEROSIER NARBAL.

NÉE À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) LE 12 MAI 1971.

CÉLIBATAIRE.

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

18/Monsieur Yves Joseph MARTIAL, Retraité de la Fonction Publique, époux de Madame Viviane Gisèle ESPARTERO, demeurant à LAMALOU-LES-BAINS (34240) 5 avenue du Maréchal Joffre. NÉ à SAINT-PIERRE (97250) le 19 mai 1949.

19/Monsieur Gérard Claude MARTIAL, Retraité de la poste, demeurant à SAINT-PIERRE (97250) BATIMENT LEVASSOR APPT. 17 Rés. du Fort Rue des Bons Enfants.

NÉ À SAINT-PIERRE (97250) LE 3 JUIN 1952.

DIVORCÉ DE MADAME MARIE-CLAIRE THÉRÈSE PAULE BOIVIN

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

20/Monsieur Jean-Pierre MARTIAL, Retraité, ÉPOUX DE MADAME SYLVIA CAROLE GAËTANE FORTUNE, DEMEURANT À CERGY SAINT CHRISTOHE (95800) 5 PASSAGE DES MURMURES.

NÉ À SAINT-PIERRE (97250) LE 23 JUIN 1954.

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

21/MADAME MARIE-CHRISTINE ROSE MARTIAL, RETRAITÉE, ÉPOUSE DE MONSIEUR MARTIAL PAUL SAINTE-LUCE, DEMEURANT À AUREILHAN (65800) 8 RUE ROUSSEL.

NÉE À SAINT-PIERRE (97250) LE 30 AOÛT 1956.

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

22/Monsieur Charles Sylvie MARTIAL, retraité, demeurant à FORT-DE-FRANCE (97200) 52 rue Henri Barbusse, Terres-Sainville.

NÉ À SAINT-PIERRE (97250) LE 5 NOVEMBRE 1957.

DIVORCÉ DE MADAME LYDIE ROSINE JEANNE DEVERRE

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

23/MADAME MANUELA LÉOCADIE MARTIAL, AGENT HOSPITALIER, ÉPOUSE DE MONSIEUR BRUNO ANTOINE ELIAS, DEMEURANT À MARLY-LE-ROI (78160) 31 RUE DES ENTRÉES.

NÉE À SAINT-PIERRE (97250) LE 9 DÉCEMBRE 1959.

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

24/MADAME DOMINIQUE CLAUDE MARTIAL, AIDE MÉNAGÈRE, DEMEURANT À SAINT-PIERRE (97250) 45 RUE LEVASSOR.

NÉE À SAINT-PIERRE (97250) LE 7 JUIN 1962.

DIVORCÉE DE MONSIEUR RONALD CYRIAQUE MARIMOUTOU

Propriétaire à concurrence de 4 368 / 56 784èmes en pleine propriété

25/Monsieur Moïse Aimé MARTIAL, sans emploi, demeurant à LIEUSAINT (77127) 25 avenue Pierre Point, Spirito Verde Bâtiment 25,.

NÉ À SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) LE 13 SEPTEMBRE 1971.

CÉLIBATAIRE.

AYANT CONCLU AVEC MADAME EMILIE BÉATRICE RAUCOURT UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ Propriétaire à concurrence de 1 274 / 56 784èmes en nue-propriété



Ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00 sauf le mercredi de 8h00 à 13h00 - Réception sur rendezvous - 05.96.75.28.00

26/MADAME EMMANUELLE LOUDIERE, CHEF DE PROJET, DEMEURANT À RUEIL-MALMAISON (92500) 58 RUE GAMBETTA RESIDENCE LES GIBETS.

NÉE À FALAISE (14700) LE 2 JANVIER 1974.

DIVORCÉE DE MONSIEUR MOURAD MARZOUK SUIVANT JUGEMENT RENDU PAR LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VERSAILLES (78000) LE 11 DÉCEMBRE 2013, ET NON REMARIÉE.

NON LIÉE PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ.

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE.

RÉSIDENTE AU SENS DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE.

Propriétaire à concurrence de 2 002 / 56 784èmes en pleine propriété

<u>REPRESENTANTS LES 53 794 / 56 784 EMES EN PLEINE PROPRIETE ET LES 624 / 56784</u> EMES EN USUFRUIT DE L'INDIVISION SUCCESSORALE

ÎDENTITÉ ET QUOTE-PART DES INDIVISAIRES NON REPRÉSENTÉS À L'OPÉRATION :

1/Monsieur Pascal Emmanuel **MARTIAL**, sans profession, demeurant à PERPIGNAN (66000) espace solidaire, croix rouge française avenue du dr Jean-Louis Torreilles.

Né à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) le 6 novembre 1965.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 624 / 56 784èmes en nue-propriété

2/Monsieur Harold **BINOIS**, sans profession, demeurant à VIROFLAY (78220) Association Tutélaires des Yvelines, 112-114 avenue du Général Leclerc.

Né à COLOMBES (92700) le 27 septembre 1984.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 1 911 / 56 784èmes en pleine propriété

Madame Emilie **POTTIEZ**, demeurant à HOHEN NEUENDORF (16556) (ALLEMAGNE) DUSSARO STRASSE 10.

Née à CAEN (14000) le 21 août 1998.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 91 / 56 784èmes en pleine propriété

3/Monsieur Nicolas Bertrand **POTTIEZ**, demeurant à HOHEN NEUENDORF (16556) (ALLEMAGNE) DUSSARO STRASSE 10.

Né à CAEN (14000) le 30 août 1995.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Non résident au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 91 / 56 784èmes en pleine propriété

4/Madame Aurélie **POTTIEZ**, demeurant à BORDEAUX (33000) 132 cour de la Marne. Née à BERLIN (ALLEMAGNE) le 22 février 1989. Célibataire.



Ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00 sauf le mercredi de 8h00 à 13h00 - Réception sur rendez-vous - 05.96.75.28.00

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 91 / 56 784èmes en pleine propriété

5/Monsieur Jason Bertrand **POTTIEZ**, demeurant à BERLIN (13437) (ALLEMAGNE) WHILHELM-GERICKE-STRASSE 12.

Né à CAEN (14000) le 27 novembre 1999.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Non résident au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 91 / 56 784èmes en pleine propriété

6/Monsieur Bertrand André **POTTIEZ**, demeurant à LOUPIAC (33410) 36 Bis route du CES. Né à CAEN (14000) le 16 juin 1994.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire à concurrence de 91 / 56 784èmes en pleine propriété



• COORDONNÉES DU NOTAIRE CHOISI POUR L'OPÉRATION :

Maître Sandra GERMAIN PORSAN-CLEMENTE, Notaire membre de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « Sandra GERMAIN – PORSAN-CLÉMENTÉ », titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à FORT-DE-FRANCE (Martinique), 10 Avenue Louis Domergue, Domaine de Montgéralde

Mail: sandra.porsan-clemente@97205.notaires.fr ou office.guatel-clemente@97205.notaires.fr Téléphone: 0596.75.28.00

DÉSIGNATION DU BIEN

A SAINT-PIERRE (MARTINIQUE) 97250 213 Rue Isambert, - Rue Bouillé - Bourg,

Une parcelle de terre sur laquelle existe une maison à usage d'habitation individuelle comprenant :

- Au rez-de-chaussée : un séjour, une cuisine et une salle d'eau.
- Au premier étage : deux chambres.
- Au deuxième étage : deux chambres et une salle d'eau.

Figurant ainsi au cadastre:

Section	N°	Lieudit	Surface
В	243	RUE ISAMBERT	00 ha 01 a 61 ca

PRIX DE VENTE

Le prix de vente est de SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00 EUR).

ACQUÉREURS

Monsieur Clay **JEAN-CHARLES**, médecin, demeurant à FORT-DE-FRANCE (97200) 83 A rue du Professeur Raymond Garcin.

Né à PORT AU PRINCE (06110) (HAITI) le 11 janvier 1979.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Madame Mildred Alice **LAURENCINE**, juriste, demeurant à FORT-DE-FRANCE (97234) 1 rue du Figuier Résidence Patio de Myrthe Apt 4, Balata.

Née à SCHOELCHER (97233) le 1er janvier 1984.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

• <u>DÉLAI D'OPPOSITION</u>

Tout indivisaire peut, dans le délai de <u>quatre mois de la présente publication</u>, faire connaître son opposition à la vente. Lorsque le projet de cession porte sur un bien immobilier dont les quotes-parts sont détenues par au moins dix indivisaires ou lorsqu'au moins un indivisaire a établi son domicile à l'étranger, ce délai est porté à quatre mois.

En cas de projet de cession à une personne étrangère à l'indivision, tout indivisaire peut également, dans le délai d'un mois qui suit la présente publication, faire connaître aux indivisaires à l'initiative de la vente, par acte extrajudiciaire, qu'il exerce un droit de préemption aux prix et



conditions de la cession projetée. Ce droit de préemption s'exerce dans les conditions prévues aux trois derniers alinéas de l'article 815-14 du code civil.

A défaut d'opposition, la vente est opposable aux indivisaires qui ne sont pas à l'initiative du projet.

Si un ou plusieurs indivisaires s'opposent à l'aliénation du bien indivis dans le délai imparti au quatrième alinéa du présent article, le notaire le constate par procès-verbal.

En cas de procès-verbal constatant une opposition, le ou les indivisaires titulaires de plus de la moitié des droits indivis saisissent le tribunal judiciaire afin d'être autorisés à passer l'acte de vente. Le tribunal autorise cette aliénation si l'acte ne porte pas une atteinte excessive aux droits des autres indivisaires.

L'aliénation effectué dans les conditions fixées par l'autorisation du tribunal est opposable à l'indivisaire dont le consentement a fait défaut, sauf si l'intention d'aliéner le bien du ou des indivisaires titulaires de plus de la moitié des droits indivis ne lui avait pas été notifiée selon les modalités prévues aux trois premiers alinéas du présent article.

Par extrait, Article 2 de la loi n°2018-1244 du 27 décembre 2018

